



Communiqué de l'intersyndicale éducation 95 concernant le CDEN du 2 avril

Les membres du CSA, représentant.e.s des personnels, convoqué.e.s lundi 30 mars, pour les 1er et 2nd degrés, ont voté à l'unanimité CONTRE le projet de carte scolaire, qui prévoit notamment presque 200 fermetures de classes. Celui-ci fait suite à la décision du ministère de l'Éducation nationale de supprimer dans le Val-d'Oise 41 postes dans le 1er degré et de créer 23 PAS.

La souffrance au travail des enseignant.es est ignorée. La multitude de tâches et d'injonctions contradictoires qui s'amoncellent d'année en année, participe à la dégradation des conditions de travail des enseignant.es et de tou.te.s les élèves. La baisse démographique est une chance à saisir pour diminuer les effectifs par classe et améliorer les conditions de travail de toutes et tous. Cela aurait été un signal fort à toutes celles et tous ceux qui se dévouent chaque jour à leurs missions, y laissant trop souvent leur santé, afin de maintenir un service public d'Éducation qui tienne compte des besoins de chacun.e.

L'École et les personnels ont besoin de temps, de moyens et de reconnaissance pour simplement pouvoir faire leurs métiers.

Monsieur le DASEN, alors que le CSA de repli est convoqué la semaine du 7 avril, vous nous avez indiqué vouloir maintenir le CDEN, avant sa tenue, soit le jeudi 2 avril. Nous contestons la tenue d'un CDEN qui contourne le dialogue social et manifeste un mépris de l'instance, niant la détérioration et les difficultés des personnels de l'EN. Nous restons attaché.e.s à une pratique respectueuse du débat démocratique et contradictoire, fondement même d'un conseil en République. Nous dénonçons les choix budgétaires qui dégradent davantage un service public déjà exsangue et comptons être entendu.e.s.

La mobilisation massive par la grève, le 31 mars, la participation aux manifestations aussi bien départementale que régionale prouvent que les personnels et les parents usagers du Service public sont attachés à leur École et ne toléreront pas une énième coupe dans les budgets.

En l'état, nous ne pouvons donc cautionner la tenue d'un CDEN demain, jeudi 2 avril. Les organisations syndicales FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'action, SE unsa et SUD éducation demandent le report du CDEN à une date ultérieure au CSA 1er degré.

Mise à jour du 2 avril 2026

Suite au refus de l'administration de reporter le CDEN,
nous appelons au boycott de l'instance du 2 avril.